

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETP

Route de Villers la Faye
21700 Comblanchien

Références : 2023-362
Code AIOT : 0005400097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement SETP implanté 21700 Comblanchien. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a pour principaux objectifs de traiter les suites de la précédente inspection, et de faire le point sur certains aspects de la demande de modification des conditions d'exploitation déposée en février 2022, ainsi que la demande d'autorisation spéciale de pouvoir conserver des fronts de plus de 15 m.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETP
- Combe Villers - Vaucrain - Le Plain - Combe aux Renards carrière dite B 21700 Comblanchien
- Code AIOT : 0005400097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bassin carrier de Comblanchien est partagé en trois concessions de carrières, désormais toutes exploitées par la société SETP. Le fonctionnement des installations est réglementé par un arrêté préfectoral par concession. Le porter-à-connaissance déposé en février 2022 par la société SETP vise notamment à proposer un plan de phasage d'extraction et un plan de phasage du défrichement fusionné et adapté à l'exploitation des 3 concessions par un même exploitant, afin de permettre d'encadrer le fonctionnement des installations par un même arrêté préfectoral d'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Hauteur des fronts – largeur des banquettes	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.4.5.1 et 2.4.5.3	/	Sans objet
6	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 9.2.1.1 + 19 de l'AM du 22/09/1994	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.3.3	/	Sans objet
3	Aménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.3.6.1	/	Sans objet
4	Eaux de procédé	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.2	/	Sans objet
5	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
7	Emergences	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 6.2.1	/	Sans objet
8	Vanne d'isolement du réservoir GPL de l'usine 1	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I > 2.12.B	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure. Certains fronts présentent une hauteur supérieure à la limite de 15 m fixée par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 ; l'exploitant a sollicité, début 2022, une autorisation spéciale du préfet pour conserver des fronts à plus de 15 m sur la base d'une étude de stabilité.

Cette dernière, ainsi que le porter-à-connaissance déposé en février 2022, sont instruits de manière disjointe à la présente visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.3.3
Thème(s) : Autre, Limitation des accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
Constats : L'accès à la carrière est fermé par un premier portail fermant l'accès au bassin carrier en dehors des heures d'activité, puis par un second portail fermant l'accès à la carrière elle-même en dehors des heures d'activité. Selon l'exploitant, pendant les heures d'activité, les personnes extérieures au site (visiteurs) doivent passer par l'accueil avant de pénétrer sur le site. Le bureau d'accueil donne sur l'accès à la carrière et permet au personnel de pouvoir détecter l'entrée des personnes ne s'étant pas préalablement présentées à l'accueil. Par ailleurs, selon les déclarations de l'exploitant, le personnel est sensibilisé et a pour consigne d'aller à la rencontre de toute personne qu'il identifie comme une personne pouvant s'être introduite sur la carrière, ou interroge l'équipe encadrante en cas de doute.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Hauteur des fronts – largeur des banquettes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.4.5.1 et 2.4.5.3
Thème(s) : Autre, Stabilité des fronts
Prescription contrôlée : > Article 2.4.5.1. Extraction de la découverte des bancs marbriers Les matériaux de découverte sont extraits par tirs de mines en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 15 m en cours d'exploitation, pouvant être réduite à 10 m à terme d'extraction. Les paliers sont inclinés selon une pente maximale de 90 degrés.

> Article 2.4.5.3. Extraction du banc marbrier

Le front de taille peut comprendre un à plusieurs paliers de 15 m de hauteur maximale chacun, et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 5 mètres.

> Article 11.6 de l'AM du 22/09/1994 - Front d'abattage

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

> Concession A : En 2021, le front inférieur présentait une hauteur totale de l'ordre de 20 m avec une banquette dont la largeur était d'environ 5 m par endroits. L'exploitant avait engagé des travaux de mise en place d'un remblai d'une hauteur de 5 m en pied de front afin de réduire sa hauteur à 15 m.

=> Selon le plan topographique du 07/02/2023, la hauteur des fronts du banc marbrier est désormais inférieure ou égale à 15 m avec des banquettes d'une largeur minimale de 5 m, à l'exception d'une partie de front au sud-est qui présente une hauteur de 17 m environ sur une longueur d'environ 60 m. Le front intermédiaire (découverte) présente une hauteur pouvant atteindre environ 18 m (entre les cotes moyennes de 293 m et 310 m) ; il est séparé du banc marbrier par une banquette d'une largeur d'environ 25 m, sauf au sud-est (au-dessus de la zone où le front présente une hauteur d'environ 17 m) où la largeur de la banquette est d'environ 15 m. Le front supérieur (découverte) a été séparé en 2 fronts chacun d'une hauteur inférieure à 15 m et séparés par une banquette d'une largeur de l'ordre de 15 m.

Lors de la visite, l'exploitant présente les travaux réalisés ou en cours pour réduire la hauteur des fronts du banc marbrier à moins de 15 m, consistant notamment à la mise en place d'un remblai en pied de front.

Pour les fronts supérieurs, à la remarque de l'inspection indiquant qu'il semblerait que ces fronts ne sont pas pris en compte dans la demande d'autorisation spéciale du préfet déposée en 2022 et en cours d'instruction, l'exploitant indique qu'il considère qu'ils sont bien pris en compte. Ce point sera traité dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation spéciale instruite de manière disjointe à la présente inspection.

> Concessions B et C : En 2021, les fronts présentaient une hauteur atteignant 19 m pour le front supérieur, 17 m pour le front intermédiaire, et plus de 20 m pour le front inférieur.

=> Le plan topographique du 07/02/2023 fait apparaître les caractéristiques générales suivantes :

- front supérieur (entre les cotes moyennes de 314 m et 333 m) d'une hauteur de 17 m à 20 m, séparé du front intermédiaire par une banquette dont la largeur varie entre 14 m et 30 m
- front intermédiaire (entre les cotes moyennes de 314 m et 297 m) d'une hauteur de 15,5 m à 185 m, séparé du front inférieur par une banquette dont la largeur varie d'environ 8 m (tout en étant découpée en plusieurs fronts) à environ 16 m.
- front inférieur (banc marbrier en dessous de la cote moyenne de 297 m) : du brut est mentionné en pied de front (approximativement au centre du front) sur le plan topographique du 07/02/2023 : lors de la visite, il est constaté que ce brut correspond à ces matériaux utilisés pour

<p>réaliser une piste au pied du front, réduisant ainsi sa hauteur entre 15 m et 18,5 m ; tandis que, sans cet aménagement, sa hauteur serait de l'ordre de 22 m. Il est également constaté, à cet endroit, une zone où le front est découpé en 5 à 6 gradins successifs d'une hauteur variant de 3 m à 6 m, séparés les uns des autres par des plans horizontaux d'une largeur de l'ordre de 2 m à 3 m ; cet « ensemble » apparaît constituer un seul et unique front d'une hauteur totale variant de 15 m à 18,5 m en prenant en compte le brut mis en place pour aménager une piste en pied de front.</p> <p>Le 09/05/2022, l'exploitant a déposé une étude de stabilité afin de solliciter une autorisation spéciale afin que la hauteur de certains fronts soit supérieure à 15 m (Cf. article 11.6 de l'AM du 22/09/1994). Cette étude est en cours d'instruction de manière distincte à la présente visite.</p> <p>NON-CONFORMITÉ : Bien qu'une autorisation spéciale du préfet ait été sollicitée en 2022 en application de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, il est constaté la présence de fronts de plus de 15 m sur la carrière alors que l'exploitant ne dispose pas à ce jour d'autorisation spéciale du préfet pour de tels fronts.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Aménagement paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Paysage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre de la candidature à l'inscription sur la liste des biens du patrimoine mondial de l'UNESCO des Climats du vignoble de Bourgogne, l'exploitant est tenu à participer à la réalisation d'une étude paysagère plus globale envisagée sur le secteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'une étude d'intégration paysagère du bassin carrier a été réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation des 3 concessions, ainsi qu'il a participé à une autre étude réalisée dans le cadre de la candidature pour l'inscription du bien UNESCO des Climats du vignoble de Bourgogne.</p> <p>Le sujet de l'intégration paysagère de la carrière sera traité dans le cadre de l'instruction du dossier de porter-à-connaissance déposé en février 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé. Les rejets d'eau de procédé des installations à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu. Les eaux de procédé sont principalement utilisées pour les opérations de sciage au fil diamanté. Elles sont stockées dans trois bassins d'un volume totale de 630 m³ des bassins. L'eau d'appoint de ces bassins provient exclusivement des eaux pluviales.
Constats : Les ateliers de l'usine située dans le périmètre de l'autorisation actuelle de la carrière (dénommée usine 1 par l'exploitant) ont été visités lors de l'inspection. L'exploitant a décrit le fonctionnement suivant pour ce qui est de la gestion de l'eau : L'eau utilisée dans certaines machines s'écoule sur le sol béton équipé de grilles de récupération dirigeant les eaux vers des bassins de récupération. Ces eaux, chargées en matières en suspension, sont décantées puis stockées dans des bassins pour être réutilisées dans les ateliers. Les appoints en eau sont réalisés par récupération des eaux pluviales de toiture de l'usine et ruissellement sur les zones imperméabilisées. Les boues de décantation sont, quant à elles, passées dans un filtre presse pour récupérer une partie supplémentaire d'eau réinjectée dans les bassins de stockage. Les boues pressées sont considérées par l'exploitant comme des co-produits et sont vendues à l'exploitant de l'installation de traitement du bassin carrier pour utilisation en amendement des sols. Ce sujet des boues pressées fait l'objet d'échanges entre l'inspection et l'exploitant voisin afin de clarifier leur statut et leur utilisation. Quant au sciage au fil diamanté, l'exploitant indique pomper les eaux pluviales s'accumulant en fond de fouille dans des cuves de stockage déplaçables. Une telle cuve est vue lors de la visite de la carrière.
Observations : La cuve de stockage des eaux pluviales pompées en fond de fouille pour le sciage au fil diamanté est une ancienne cuve de transport de liquides inflammables réformée, portant encore les marquages et étiquetages en lien avec la présence de produits dangereux, pouvant induire une appréciation erronée du risque en cas d'accident impliquant cette cuve.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est < ou égale à 7 000 m ³ /an - seuil de vigilance : sensibiliser aux règles de bon usage / d'économie d'eau - seuils d'alerte, alerte renforcée, crise : * Mettre en oeuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations * Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées * Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront
Constats : La commune de Comblanchien est située sur la zone d'alerte RM7 : Bouzaise, Lauve, Rhoin, Meuzin, pour laquelle le franchissement du seuil de crise a été constaté par l'AP n°1161 du 20/07/2023. Par courriel du 01/08/2023, l'exploitant a transmis les volumes annuels d'eau prélevés sur le site : - 2020 : 1148 m ³ dans le réseau AEP, 450 m ³ dans le Puits - 2021 : 1953 m ³ dans le réseau AEP, 440 m ³ dans le Puits - 2022 : 1203 m ³ dans le réseau AEP, 720 m ³ dans le Puits Les mesures applicables au site sont donc bien celles relatives aux activités industrielles consommant moins de 7000 m ³ /an. Les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre applicables en période de sécheresse sont présentées à l'exploitant.
Observations : L'exploitant est invité à suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or (https://www.cote-dor.gouv.fr/gestion-de-l-etiage-r1409.html) et le site Internet PROPLUVIA (http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr). Il peut également prendre connaissance des restrictions d'eau applicables via le site Internet VigiEau (https://vigieau.gouv.fr/).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 9.2.1.1 + 19 de l'AM du 22/09/1994
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières dans l'environnement
Prescription contrôlée : Article 9.2.1.1 des APA du 20/11/2013 Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, conforme à la norme NF X 43-007, est mis en place. L'exploitant propose à l'Inspecteur des Installations Classées, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance des retombées de poussières émises par le site (nombre et emplacement des points de mesure, modalités de mesures et de transmission des résultats, ...). Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 5, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées. Le réseau mis en place devra comprendre un point de référence utilisable pour chaque direction principale des vents identifiée par la station Météo France la plus proche. Des capteurs sont disposés au niveau des habitations et des vignes proches de la carrière. Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées : - Une fois par mois durant les trois mois d'été, - Une fois par trimestre en dehors de la période estivale. En fonction des résultats obtenus sur une période probante, le nombre de points de mesure et la fréquence des mesures pourront être modifiés après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Article 19 de l'AM du 22/09/1994 19.6. [...] Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. 19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Constats :

Lors de la visite de 2021, l'inspection a rappelé à l'exploitant les dispositions des articles 10.2.1.1 des arrêtés préfectoraux réglementant la carrière qui fixent une périodicité plus contraignante que l'arrêté ministériel du 22/09/1994 durant les 3 mois d'été, et prévoient l'accord de l'inspection des installations classées pour la modification des fréquences des mesures.

Par courrier du 22/09/2021, l'exploitant a indiqué qu'il suivait les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/09/2016 modifiant l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières, et qu'il proposerait une modification de la périodicité des mesures afin de se rapprocher de l'arrêté ministériel. Il avait sollicité l'accord de l'inspection pour la modification des fréquences de mesures pour les effectuer semestriellement.

Un dossier de porter à connaissance a été déposé en février 2022 et intègre une demande de modification des dispositions des arrêtés préfectoraux pour appliquer les dispositions de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié.

Par courriel du 01/08/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le document « justification du plan d'échantillonnage pour la surveillance des émissions de poussières environnementales » daté de septembre 2021 et la synthèse des campagnes de mesure des retombées de poussières pour l'année 2022. Ces éléments sont communs à la carrière SETP de Comblanchien et à l'installation de traitement voisine exploitée par la société CARRIÈRES BOURGOGNE SUD (CBS).

L'analyse des résultats de mesure de poussières dans le cadre de la présente inspection est réalisée au regard des dispositions applicables à la société SETP (différentes de celles applicables aux installations de la société CBS), elle n'est donc valable que pour la carrière SETP.

> Résultats des mesures

Le rapport des mesures de retombées de poussières de 2022 indique que les mesures ont été réalisées selon la norme NF X 43-014, correspondant à celle visée par l'arrêté ministériel du 22/09/1994, et qui paraît désormais plus adaptée que celle visée par les arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement de la carrière. Les mesures ont été réalisées sur une durée de 30 jours et la moyenne annuelle glissante de la jauge de type b est inférieure à 500 mg/m².

DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Les modalités de calcul de la moyenne annuelle glissante, et les périodes couvertes par les moyennes annuelles glissantes figurant dans le rapport de mesure de 2022 sont à préciser (notamment car certaines moyennes annuelles couvriraient 3 années civiles).

> Fréquence de mesure

Il apparaît que l'exploitant a réduit la fréquence de mesure à une fréquence semestrielle sans attendre l'accord de l'inspection prévu par les arrêtés préfectoraux encadrant le fonctionnement de la carrière.

Cette fréquence de mesure semestrielle correspond toutefois à une adaptation permise par le § 19.6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 (sans préjudices des dispositions préfectorales spécifiques à la carrière).

Au vu des dispositions de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, de la demande de l'exploitant d'alléger la fréquence formulée en 2022, de la demande de modification des dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement des installations, des résultats des mesures de retombées de poussières au niveau du point de type b entre juillet 2018 et juillet 2022 (tous inférieurs à 500 mg/m²/j), l'inspection donne son accord pour que les mesures des retombées de poussières soient réalisées à une fréquence semestrielle ; toutefois, si un résultat excède la valeur de 500 mg/m²/j, la fréquence prévue à l'article 9.2.1.1 des arrêtés préfectoraux redeviendra applicable.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Émergences

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

[Tableau non reproduit]

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Constats :

Les résultats des mesures réalisées le 02/07/2021 sont présentés dans le dossier de porter-à-connaissance transmis le 11/02/2022.

Ils portent sur 1 point situé en limite de la carrière et 2 points en zone à émergence réglementée.

Les mesures réalisées en limite du périmètre de la carrière ne font pas apparaître de dépassement des niveaux de bruit pour les périodes diurne et nocturne.

Les émergences mesurées sont les suivantes :

> ZER1 située au droit de l'habitation la plus proche de la carrière, située chemin des carrières, à l'Est :

- période diurne : 0 dB(A) pour une valeur limite de 6 dB(A)
- période nocturne : 5,5 dB(A) pour une valeur limite de 3 dB(A)

> ZER2 située au droit de l'habitation la plus proche de la carrière, située au lieu-dit « Les Essards », au Sud :

- période diurne : 1,5 dB(A) pour une valeur limite de 6 dB(A)
- période nocturne : 2,5 dB(A) pour une valeur limite de 4 dB(A)

La mesure des émergences fait apparaître le dépassement 2,5 dB(A) de la valeur limite d'émergence pour la période nocturne, au point ZER1 situé au droit de l'habitation la plus proche de la carrière, située chemin des carrières, à l'Est.

Dans le porter-à-connaissance transmis le 11/02/2022, l'exploitant indique que le fonctionnement de la carrière sur la période nocturne est exceptionnel et n'a lieu qu'en période de fortes chaleurs. Il ajoute que des dispositions devront être étudiées, proposées puis appliquées afin d'atteindre les objectifs en termes d'émissions sonores, et qu'un prochain contrôle sera réalisé en 2024.

Dans le cadre de l'autorisation temporaire de faire fonctionner les installations le samedi, délivrée le 17/11/2022 par le préfet, l'exploitant a réalisé une mesure de bruit le 26/11/2022 aux 2 points en zone à émergence réglementée ci-dessus. Les émergences mesurées en période diurne et en période nocturne sont inférieures aux valeurs limites fixées par les arrêtés préfectoraux réglementant la carrière, levant ainsi la non-conformité correspondant au dépassement mis en évidence lors des mesures de 2021.

Les échanges avec l'exploitant lors de la visite ont mis en évidence que les arrêtés préfectoraux réglementant la carrière ne sont pas clairs sur le type de point auquel correspondent les points de mesure qu'il fixe. Au vu de la demande d'autorisation de 2013, il apparaît que les points A et B figurant en annexe 4 des arrêtés préfectoraux du 20/11/2013 sont des points en zone à émergence réglementée, tandis que le point C est un point en limite de propriété. Ce point sera clarifié à l'occasion du prochain arrêté préfectoral complémentaire, afin d'éviter toute ambiguïté sur la nature des points de mesure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vanne d'isolement du réservoir GPL de l'usine 1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I > 2.12.B

Thème(s) : Risques accidentels, GPL

Prescription contrôlée :

Toutes les vannes sont aisément manœuvrables par le personnel.

Constats :

Lors de la visite, il est constaté que l'accès à la vanne d'isolement de l'alimentation en GPL de l'usine 1 est en partie gênée par un gabion servant vraisemblablement à l'affichage d'une signalisation.

Par courriel du 15/09/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une photographie montrant la modification du positionnement du gabion de façon à libérer l'accès à la vanne.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet